

**LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX****Séance 10 - L'état d'urgence et la sécurité**

<b>I.</b>	<b>L'état d'urgence en France.....</b>	<b>2</b>
A)	Les éléments caractéristiques de l'état d'urgence .....	2
B)	Le déroulement de l'état d'urgence (2015-2017) .....	3
<b>II.</b>	<b>Les mesures prévues par l'état d'urgence.....</b>	<b>5</b>
A)	Les pouvoirs communs du ministre de l'Intérieur et du préfet.....	5
1)	Les perquisitions d'un lieu (art. 11 de la loi de 1955).....	5
2)	Les interdictions de cortèges, rassemblements et manifestations sur la voie publique.....	6
3)	Les autres mesures.....	7
B)	Les pouvoirs exclusifs du préfet .....	7
1)	Les interdictions de séjour .....	7
2)	Les zones de protection ou de sécurité.....	8
C)	Les pouvoirs exclusifs du ministre de l'Intérieur .....	9
<b>III.</b>	<b>Le contrôle des mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence.....</b>	<b>11</b>
A)	Le contrôle du Conseil constitutionnel.....	11
1)	Sur les perquisitions (censure) .....	11
2)	Sur les fermetures de lieux de cultes (validation).....	11
3)	Sur les interdictions de séjour (censure) .....	12
4)	Sur les zones de protection ou de sécurité (censure).....	12
5)	Sur les assignations à résidence (validation).....	12
B)	Le juge de l'état d'urgence : un débat sur la compétence du juge administratif .....	13
<b>IV.</b>	<b>La loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : une « banalisation » de l'état d'urgence dans le droit commun ?.....</b>	<b>14</b>

# I. L'état d'urgence en France

## A) Les éléments caractéristiques de l'état d'urgence



**À retenir :** Il est possible de retenir sept éléments qui caractérisent et définissent la notion d'état d'urgence.

Il s'agit :

- 1) D'un régime légal prévu par la **loi du 3 avril 1955** ;
- 2) D'un régime applicable sur toute ou partie du territoire français ;
- 3) D'un régime dérogatoire, temporellement limité (douze jours + éventuelle prorogation) ;
- 4) D'un régime qui répond à un « péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public » (par exemple, une période d'émeutes violentes) ou « d'une calamité publique » (par exemple, une catastrophe nucléaire) ;
- 5) D'un régime qui repose sur l'augmentation des pouvoirs de police des autorités administratives étatiques ;
- 6) D'un régime qui impacte les droits et libertés fondamentaux ;
- 7) D'un régime qui fait l'objet d'un contrôle parlementaire permanent par le biais de la Commission des lois (par exemple, demande de documents au garde des Sceaux et demande de communication et publication des données pertinentes).



**Attention :** L'état d'urgence prévu par la **loi de 1955** ne doit pas être confondu avec l'état d'exception et l'état de siège.

L'état d'urgence est un régime juridique qui a initialement été conçu pour être appliqué en Algérie. Il ne s'agissait pas d'une loi antiterroriste, mais d'une loi visant à réprimer l'insurrection, à neutraliser des opposants, des émeutiers en renforçant les pouvoirs de l'administration centrale.

Il se distingue de l'état d'exception, prévu à l'**article 16 de la Constitution**, qui vise à octroyer au président de la République les pleins pouvoirs (« Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave

et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu »).

Il se distingue également de l'état de siège, prévu à l'**article 36 de la Constitution**.

**Question :** Quels sont les enjeux posés par le recours à l'état d'urgence en matière de droits et libertés ?

- 1) Les mesures prises sont des **mesures restrictives de liberté** (mais pas nécessairement disproportionnée en soi) ;
- 2) Ces mesures sont prononcées de manière quasi discrétionnaire (souvent peu motivées) ;
- 3) Ces mesures sont prononcées par l'autorité administrative (en l'occurrence le ministre de l'Intérieur et les préfets) ;
- 4) Ces mesures n'interviennent pas après avoir été ordonnées par le juge judiciaire, mais avant qu'elles ne soient éventuellement contrôlées par le juge administratif ;
- 5) En matière de droits et libertés, il y a une perte de garantie : mesures ordonnées discrétionnairement – ou presque – par les autorités administratives, contrôlées *a posteriori* par le juge administratif.

La position de la Cour EDH : en matière d'état d'urgence ou de droit sécuritaire, vous pouvez vous référer à une décision importante de la **Cour EDH du 6 septembre 1978, Klass et autres c. Allemagne** : « Les États ne disposent pas d'une latitude illimitée pour assujettir à des mesures de surveillance les personnes soumises à leur juridiction. Consciente du danger, inhérent à certaines lois, de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre, la Cour affirme que les États ne sauraient prendre, au nom de la lutte contre le terrorisme, n'importe quelle mesure jugée par eux appropriée ».

## B) Le déroulement de l'état d'urgence (2015-2017)

**Question :** Quelles ont été les périodes pendant lesquelles l'état d'urgence a été appliqué en France avant **2015** ?

- En **1960**, puis de **1961** à **1963** en Algérie ;
- En **1985** en Nouvelle-Calédonie ;

- En **2005** en France métropolitaine après les émeutes de banlieues.

## **Le déclenchement et les prorogations de l'état d'urgence de 2015 à 2017 :**

**Étape 1 :** déclenchement de l'état d'urgence en Conseil des ministres, le 14 novembre, à minuit

- Durée : 12 jours (délai prévu par l'**article 2 de loi du 3 avril 1955**) ;
- Motifs : attentats du 13 novembre 2015 + empêcher de nouveaux attentats.

**Étape 2 :** 1<sup>re</sup> prorogation par la **loi du 20 novembre 2015**

- Durée : 3 mois supplémentaires ;
- Motifs : empêcher de nouveaux attentats.

**Étape 3 :** 2<sup>e</sup> prorogation par la **loi du 19 février 2016**

- Durée : 3 mois supplémentaires ;
- Motifs : risque de terrorisme national ET international + efficacité des mesures prises.

**Étape 4 :** 3<sup>e</sup> prorogation par la **loi du 20 mai 2016**

- Durée : 2 mois supplémentaires ;
- Motifs : risque de terrorisme national ET international + organisation d'événements sportifs (EURO 2016 et tour de France...).

**Étape 5 :** 4<sup>e</sup> prorogation par la **loi du 21 juillet 2016**

- Durée : 6 mois supplémentaires ;
- Motifs : attentat de Nice le 14 juillet 2016.

**Étape 6 :** 5<sup>e</sup> prorogation par la **loi du 19 décembre 2016**

- Durée : environ 7 mois supplémentaires (15 juillet 2017) ;
- Motifs : contexte préélectoral avec l'élection présidentielle de 2017, caractérisé par de nombreuses réunions publiques.

**Étape 7 :** 6<sup>e</sup> prorogation par la **loi du 11 juillet 2017**

- Durée : environ 3 mois et demi supplémentaires (jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre) ;
- Motifs : organiser la « sortie maîtrisée de l'état d'urgence » pour « doter l'État de nouveaux instruments permettant de renforcer la sécurité des personnes et des biens hors du cadre particulier de l'état d'urgence » (loi SILT).

**Étape 8** : fin de l'état d'urgence le 1<sup>er</sup> novembre 2017 et entrée en vigueur de la loi SILT (sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme).

## II. Les mesures prévues par l'état d'urgence



**Attention :** La loi du 3 avril 1955 n'exige pas que les mesures restrictives de libertés prononcées dans le cadre de l'état d'urgence concernent des personnes qui ont commis ou sont considérées comme risquant de commettre des infractions en lien avec les raisons du recours à l'état d'urgence (par exemple, des actes de terrorisme). Ces mesures peuvent cibler toute personne dès lors que celle-ci est considérée, quelle qu'en soit la raison, comme une menace potentielle à l'ordre public (voir cours de droit administratif sur les composantes de l'ordre public matériel : salubrité, santé, tranquillité publiques...).

### A) Les pouvoirs communs du ministre de l'Intérieur et du préfet

#### 1) Les perquisitions d'un lieu (**art. 11 de la loi de 1955**)



**À retenir :** « Lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics », une perquisition peut avoir lieu.

En temps normal, les perquisitions :

- Sont ordonnées par l'autorité judiciaire (le procureur de la République, le juge des libertés et de la détention ou le juge d'instruction) ;
- Ont lieu entre 6 h et 21 h.

**En état d'urgence**, les perquisitions :

- Sont ordonnées par l'autorité administrative (ministre de l'Intérieur ou préfet) sans contrôle du juge judiciaire ni même de l'autorité judiciaire ;
  - o Sur la base d'éléments rassemblés par les services de renseignements.
- Ont lieu de jour comme de nuit.

Les perquisitions peuvent donner lieu à **plusieurs mesures complémentaires** :

- **La retenue** : elle permet le maintien, y compris par la force, de toute personne présente sur les lieux pendant 4 h ;
- **La perquisition « par ricochet »** : en cas de découverte d'éléments nouveaux sur place, une nouvelle perquisition est possible dans la foulée au sein d'un autre lieu, sans autorisation préalable ;
- **La consultation et la saisie des données numériques** : possible consultation, copie de données ou récupération du support de données si elles confirment la menace initialement perçue chez la personne.
  - o Après une censure par le Conseil constitutionnel, l'exploitation des données doit désormais être autorisée par le juge administratif en référé pour une durée de trois mois, sous peine de destruction des données ou restitution du support.

## 2) *Les interdictions de cortèges, rassemblements et manifestations sur la voie publique*



**À retenir :** « Les cortèges, défilés et rassemblements de personnes sur la voie publique peuvent être interdits dès lors que l'autorité administrative justifie ne pas être en mesure d'en assurer la sécurité compte tenu des moyens dont elle dispose » (**article 8**), par exemple, s'il n'y a pas suffisamment de policiers disponibles.

**En temps normal** : un refus d'autorisation préalable de la manifestation par le préfet est possible dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative générale, mais sous réserve de motivations concernant le risque d'atteinte manifeste à l'ordre public.



**Exemple :** Certaines utilisations de ces prérogatives ont été considérées comme des utilisations détournées de l'état d'urgence :

- Interdiction de tout rassemblement public dans la région parisienne du 14 au 30 novembre et du 28 au 30 novembre dans d'autres régions. La période correspondant au lancement de la COP21, cela impliquait l'interdiction de manifestation des militants écologistes ;
- Interdiction de manifestation aux abords de la frontière italienne, aboutissant à l'interdiction de manifestations en soutien des migrants, particulièrement soutenues dans cette zone.

### 3) Les autres mesures

Le ministre de l'Intérieur et le préfet peuvent encore :

- Décider de la **fermeture des lieux de toute nature, en particulier des lieux de culte (article 8 de la loi de 1955)**, notamment en cas de provocation à la haine ou d'apologie du terrorisme à l'intérieur de ces lieux ;
- Décider de **l'interdiction des réunions** « de nature à provoquer ou à entretenir le désordre » (**article 8 de la loi de 1955**). L'appréciation de cette qualification, particulièrement large, est laissée à la discrétion de l'autorité administrative ;
- Décider de la **remise d'armes** acquises légalement (**article 9 de la loi de 1955**).

## B) Les pouvoirs exclusifs du préfet

### 1) Les interdictions de séjour



**À retenir :** Le préfet peut interdire la présence dans une partie du département d'une personne dont le comportement est considéré comme une menace à l'ordre public (**article 5 de la loi de 1955**).

Après une censure du Conseil constitutionnel, la **loi du 11 juillet 2017** a ajouté trois garanties. Pour ordonner une interdiction de séjour, il faut : une **motivation précise**, une **limite de durée**, une **limite spatiale précise**.



**Exemple :** Là encore, plusieurs utilisations détournées ont été contestées, car cette prérogative était largement utilisée pour interdire à une personne de se rendre sur le lieu d'une manifestation politique au moment où elle avait lieu. Furent notamment prononcées des interdictions de séjour pour empêcher la participation aux manifestations contre la loi El Khomri, aux manifestations écologistes pendant la COP21 ou au mouvement de contestation au sein de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

## 2) Les zones de protection ou de sécurité



**À retenir :** Le préfet pouvait également instituer des zones de protection ou de sécurité afin de réglementer le séjour des personnes dans un périmètre déterminé (**article 5 de la loi de 1955**).

Dans le périmètre en question, il pouvait sans justification particulière :

- Restreindre l'accès à la zone en question en instaurant un système de filtre à l'entrée du périmètre (y compris par le recours à des agents privés) ;
- Procéder à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages des personnes désirant pénétrer au sein de la zone en question ;
- Procéder à l'inspection et à la fouille des véhicules stationnant sur la voie publique à l'intérieur de cette zone ;
- Procéder à des contrôles d'identité indifférenciés et sans justification à l'intérieur de la zone.



**Exemple :** Parmi les utilisations des zones de protection ou de sécurité, quelques-unes peuvent être soulignées :

- Fan zones dans le cadre de l'Euro 2016 de football en France ;
- Périmètre fixé autour des zones de manifestations afin d'autoriser les fouilles et les contrôles systématiques. Par exemple à Paris, dans le cas d'une manifestation contre la Loi El Khomri à Bastille qui tournait en rond autour du bassin de l'Arsenal ;



- Périmètre autour de la « jungle » de Calais pendant l'opération de démantèlement, ayant pour conséquence d'interdire aux avocats et aux associations de pénétrer dans la zone ;
- Certaines associations ont également dénoncé un recours aux zones de protection afin de les substituer aux contrôles sur réquisition du Procureur pour procéder à des contrôles d'identité massifs et lutter contre l'immigration.



**Attention :** Ce dispositif a été censuré par le Conseil constitutionnel, après la fin de l'état d'urgence, par une **décision du 11 janvier 2018 (2017-684 QPC)**, pour défaut de garantie suffisante et atteinte à la liberté d'aller et venir. Plus de 2000 arrêtés ont néanmoins établi une zone de protection.

## C) Les pouvoirs exclusifs du ministre de l'Intérieur



**À retenir :** Le prononcé des assignations à résidence est la principale prérogative exclusive du ministre de l'Intérieur (**article 6 de la loi de 1955**). Elle consiste à imposer à une personne de demeurer à l'intérieur d'un périmètre précis et limité, généralement une commune.

**En temps normal**, l'assignation à résidence peut être prononcée si :

- Elle est ordonnée par l'autorité judiciaire ;
- Elle concerne une personne mise en examen lorsqu'il existe des indices graves ou concordants qu'elle ait pu participer à la commission d'une infraction.

**En état d'urgence**, l'assignation à résidence peut être prononcée :

- Sans investigation ni infraction ;
- Lorsqu'il existe « une raison sérieuse de penser que le comportement de la personne constitue une menace pour l'ordre public » (quelle qu'en soit la raison) ;
- Pour une durée de 12 mois, avec prorogations de 3 mois ensuite.

L'assignation à résidence peut être accompagnée de diverses **mesures complémentaires** :

- Remise de passeport et, plus généralement, de tout document d'identité, pour éviter la sortie du territoire ;
- Pointage jusqu'à 3 fois par jour en commissariat ;
- Astreinte à domicile jusqu'à 12 h par jour (par exemple, obligation de ne pas quitter son domicile entre 8 h et 22 h) en complément de son obligation générale de demeurer dans le périmètre déterminé par l'arrêté ministériel ;
- Interdiction d'entrer en contact avec certaines personnes ;
- Port d'un bracelet électronique, dans certains cas et avec l'accord de la personne, pour éviter l'astreinte et le pointage.



**Exemple :** Si de nombreuses assignations à résidence ont effectivement ciblé des personnes présumées être en lien avec des activités terroristes ou dont il est avéré qu'elles étaient en lien avec de telles activités, d'autres assignations à résidence ont été prononcées avec plus de légèreté.

**Tribunal administratif de Nantes, 21 janvier 2016, n° 1600385 :** une personne assignée à résidence sur la base d'information des services de renseignement selon lesquelles : elle portait un niqab, était salafiste radicale et était mariée à un prédicateur religieux. Le juge administratif a finalement suspendu l'arrêté ministériel, car la personne ne portait pas de niqab (ce qu'elle dut prouver en produisant des photographies d'elle, tête nue, dans l'espace public et en démontrant qu'elle travaillait pour des sociétés de mode féminine), n'était pas salafiste radicale et n'avait jamais été mariée avec la personne susmentionnée (qui était toutefois le père de sa fille).

**Conseil d'État, 11 décembre 2015, n° 394990 :** tel est également le cas d'un militant politique assigné à résidence à Rennes avec une obligation complémentaire de pointage trois fois par jour au commissariat et avec une astreinte journalière de 10 h à son domicile, pour avoir participé à des manifestations au cours desquelles ont eu lieu des violences – sans que celles-ci ne puissent lui être imputées. L'assignation était motivée par la volonté « d'assurer la sécurité de la conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, dite "COP 21", qui se déroule à Paris et au Bourget du 30 novembre au 11 décembre 2015 », considérant que « la forte mobilisation des forces de l'ordre pour lutter contre la menace terroriste ne saurait être détournée, dans cette période ». Le Conseil d'État rejette le pourvoi du requérant et refuse de suspendre l'assignation à résidence.

### III. Le contrôle des mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence

#### A) Le contrôle du Conseil constitutionnel

##### 1) Sur les perquisitions (censure)

Le Conseil constitutionnel censure d'abord le régime de la **loi de 1955** avant sa modification par la **loi du 20 novembre 2015**, car il ne présentait pas de garanties suffisantes (**Conseil constitutionnel, 23 septembre 2016, 2016-567/568 QPC**).

En revanche, il neutralise les effets de sa décision en prévoyant qu'elle ne sera pas invocable dans les procédures en cours de contestation devant le juge administratif des perquisitions déjà effectuées – pourtant inconstitutionnelles donc.

Il censure ensuite le régime autorisant la saisie et l'exploitation de données informatiques dès lors qu'elles ne sont pas autorisées par un juge (**Conseil constitutionnel, 19 février 2016, 2016-536 QPC**).

La **loi du 21 juillet 2016** adapte en réaction la législation et prévoit une saisine du juge des référés pour obtenir une autorisation d'exploitation.

Il censure enfin la conservation non autorisée par un juge des données copiées lors de la perquisition (**Conseil constitutionnel, 2 décembre 2016, 2016-600 QPC**).

Néanmoins, il diffère les effets de sa décision au **1<sup>er</sup> mars 2017**. Est alors mis en place un régime juridique qui prévoit la suppression des données (ou leur restitution) au bout de trois mois.

##### 2) Sur les fermetures de lieux de cultes (validation)

Le Conseil constitutionnel valide le dispositif en matière de fermeture des lieux de cultes (**Conseil constitutionnel, 19 février 2016, 2016-535 QPC**).

### *3) Sur les interdictions de séjour (censure)*

L'ancienne rédaction de la **loi du 3 avril 1995** a été censurée par le Conseil constitutionnel, car le dispositif ne contenait pas suffisamment de garanties. Toute personne « cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics » peut faire l'objet d'une interdiction de séjour (**Conseil constitutionnel, 9 juin 2017, 2017-635 QPC**).

Néanmoins, il diffère les effets de sa **déclaration d'inconstitutionnalité au 15 juillet 2017**.

Une nouvelle rédaction, conforme à la Constitution, est adoptée avec la **loi du 11 juillet 2017**.

### *4) Sur les zones de protection ou de sécurité (censure)*

Le Conseil constitutionnel censure le principe même des zones de protection, car aucune condition n'est posée pour leur mise en place par le préfet : pas de conciliation équilibrée entre l'objectif à valeur constitutionnelle de protection de l'ordre public et la liberté d'aller et venir (**Conseil constitutionnel, 11 janvier 2018, 2017-684 QPC**).

### *5) Sur les assignations à résidence (validation)*

Le Conseil constitutionnel valide la constitutionnalité des assignations à résidence qui imposent 12 h d'astreinte à domicile (**Conseil constitutionnel, 22 décembre 2015, Décision 2015-527 QPC**).

Il valide la constitutionnalité du possible renouvellement indéfini par période de 3 mois de l'assignation à résidence à l'expiration d'un premier délai de 12 mois (**Conseil constitutionnel, 16 mars 2017, 2017-624 QPC**).

Pour le Conseil constitutionnel, l'assignation à résidence n'est pas une mesure privative de liberté qui relèverait de la compétence du juge judiciaire au titre de l'**article 66 de la Constitution**.

## B) Le juge de l'état d'urgence : un débat sur la compétence du juge administratif

**Question :** Pourquoi la compétence du juge administratif pour connaître des mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence a-t-elle parfois pu être critiquée ?

C'est le juge administratif qui a à connaître des recours en annulation (recours en excès de pouvoir) ou en référé (référé-liberté ou référé-suspension) à l'encontre des mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence.

En temps normal, la plupart de ces mesures sont prononcées par l'autorité judiciaire qui est la gardienne de la liberté individuelle au titre de l'**article 66 de la Constitution**. Il existe donc avec l'état d'urgence un transfert de compétence, de l'autorité judiciaire vers l'autorité administrative, duquel découle la compétence du juge administratif.

Les problèmes posés sont les suivants : intervention du juge administratif et non judiciaire (il est parfois reproché au premier de faire preuve d'une grande compréhension au regard des pratiques de l'administration), non pas avant, mais après l'atteinte au droit ou à la liberté (ce qui est moins protecteur), impliquant l'intervention en bout de course du Conseil d'État et non de la Cour de cassation (qui fournit plus de gages d'indépendance).

Le Conseil constitutionnel considère cette répartition des rôles comme conforme à la Constitution. Il considère ainsi que les assignations à résidence sont des mesures de police administrative liée au maintien de l'ordre public et à la prévention des infractions. Il ne s'agit pas d'une peine privative – mais seulement restrictive – de liberté, ce qui n'exclut pas la compétence du juge administratif.

L'ancien Premier président de la Cour de cassation, Bertrand Louvel, marquait quant à lui son désaccord : « *Les cultures propres à chacun des trois ordres (constitutionnel, administratif et judiciaire) peuvent générer des nuances d'appréciation. Ainsi, en est-il en particulier de la définition de la liberté individuelle qui est au cœur de la mission constitutionnelle de l'Autorité judiciaire* » ; « *quelles défaillances ou quels risques l'Autorité judiciaire présente-t-elle qui justifieraient que l'État préfère l'éviter lorsqu'il s'agit de la défense de ses intérêts supérieurs ?* », notamment via la mise en œuvre des prérogatives en matière de sécurité et d'état d'urgence ; il critique finalement « *un accompagnement législatif qui ne s'est pas tourné spontanément vers l'Autorité judiciaire lorsque l'on a mis en place le contrôle de l'application de la loi sur l'état*

d'urgence, qui intéresse pourtant au premier chef la garantie des droits fondamentaux »<sup>1</sup>.

## IV. La loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : une « banalisation » de l'état d'urgence dans le droit commun ?



**À retenir :** L'état d'urgence a pris fin le 1<sup>er</sup> novembre 2017, le jour de l'entrée en vigueur de la loi SILT (sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme).

**Question :** Pourquoi est-il possible de dire qu'il existe, dans une certaine mesure, une « banalisation » de l'état d'urgence au regard des dispositions de la loi SILT ?

Car beaucoup de mesure de la **loi du 3 avril 1955** ont intégré le droit commun avec cette loi, même si plusieurs garanties supplémentaires ont été posées.

**Les visites et saisies (article L. 229-1 du Code de la sécurité intérieure)** correspondent aux perquisitions de la **loi de 1955**. Des garanties nouvelles sont posées :

- La visite est ordonnée par le juge des libertés et de la détention sur demande du préfet et après avis du Procureur. Elle est donc ordonnée par l'autorité judiciaire et non plus par l'autorité administrative.
- L'autorisation expresse du juge des libertés et de la détention est requise pour que la visite ait lieu de nuit, pour qu'elle débouche sur la saisie et l'exploitation de données informatiques, pour qu'elle engendre une visite « par ricochet », ou encore pour que la retenue sur place d'un enfant soit effectuée.

**La fermeture des lieux de cultes (article L. 227-1 du CSI)** reprend la disposition de la **loi de 1955** en prévoyant une fermeture du lieu en cas de provocation à la haine, à la violence, à la commission d'infractions terroristes ou à l'apologie du terrorisme.

---

<sup>1</sup> « Audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation », 14 janvier 2016.

- Cette nouvelle disposition ajoute un autre motif d'interdiction qui n'était pas prévu par la **loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence** : fermeture du lieu de culte en cas de provocation à la discrimination.
- Elle ajoute également une condition de durée : fermeture temporaire pour six mois au maximum.

**L'instauration des « périmètres de protection » par le préfet (article L. 226-1 du CSI)** correspond à l'instauration des zones de protection ou de sécurité prévues par la **loi de 1955**. Le périmètre est déterminé par le préfet pour, à l'intérieur, restreindre la circulation, autoriser les fouilles de véhicules, palper les entrants et inspecter visuellement les bagages (y compris par des prestataires privés). Des garanties supplémentaires sont posées au regard des zones de protection de la **loi de 1955** :

- La nouvelle disposition ajoute une condition de durée : le périmètre peut être établi pour un mois (ce qui est extrêmement long) ;
- Elle ajoute également une condition de consentement pour les fouilles et les palpations qui doivent être exécutées par un agent de même sexe ;
- Elle précise enfin la possibilité d'une reconduite en dehors du périmètre en cas de refus de palpation ou d'inspection visuelle du sac.
  - o Cette disposition a depuis été utilisée notamment pour les marchés de Noël, les marathons, les concerts, la lutte contre les flux migratoires aux abords des gares et des ports, etc.

**Les mesures individuelles de contrôles administratifs et de surveillance ou MICAS (article L. 228-1 du CSI)** reprennent le principe de l'assignation à résidence. Des garanties nouvelles sont là aussi posées.

Ne sont plus concernées toutes les personnes qui présentent, selon l'autorité administrative, une menace grave pour l'ordre public, mais seulement les personnes qui :

- Entrent en relation avec une personne incitant, facilitant, participant à des actes de terrorisme (par exemple, une connaissance qui diffuse une vidéo de Daesh) ;
- Ou qui diffuse, adhère, fait l'apologie d'actes terroristes.

La durée de la MICAS est de douze mois au maximum, par période de trois mois renouvelables trois fois seulement.

Parmi les mesures complémentaires, le pointage ne peut avoir lieu qu'une fois par jour (et non plus trois).